



**HAL**  
open science

## Conclusion. La “ classe créative ” peut-elle être un élément du développement des villes ?

Jean-Pierre Augustin

### ► To cite this version:

Jean-Pierre Augustin. Conclusion. La “ classe créative ” peut-elle être un élément du développement des villes ?. Tremblay, Rémy ; Tremblay, Diane-Gabrielle. La classe créative selon Richard Florida. Un paradigme urbain plausible ?, Presses de l'Université du Québec; Presses universitaires de Rennes, pp.205-217, 2010, Géographie sociale, 10.4000/books.pur.26562 . halshs-00919260

**HAL Id: halshs-00919260**

**<https://shs.hal.science/halshs-00919260>**

Submitted on 16 Dec 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Conclusion de l'ouvrage : La classe créative, analyse critique (Presses universitaires de Rennes)**

**Par Jean-Pierre Augustin, université de Bordeaux, UMR ADES du CNRS**

### **La « classe créative » peut-elle être un élément du développement des villes ?**

L'intérêt principal de cet ouvrage est de mettre en débat les éléments proposés par Richard Florida (2004, 2005) autour de la théorie de la classe créative. Cette théorie est moins connue dans les pays francophones et surtout français, faut-il s'en plaindre ? car elle ne propose en réalité qu'un nouvel agencement d'idées, de modèles, d'indices et de préconisations qui participent à la réflexion sur l'évolution des villes et des grandes métropoles des pays développés. La recomposition de ces ensembles urbains est déjà bien engagée vers des modèles de villes plus créatives, plus participatives et plus cosmopolites ; Richard Florida ne prend en compte que certains de ces aspects qui, par une sorte « de miracle urbain », seraient susceptibles de devenir les moteurs du développement et de la compétition des villes. En ce sens, on a bien à faire à une « théorie états-unienne » qui, sous un habillage pseudo-scientifique, est surtout destinée à vendre, à partir d'un package « clés en mains », des préconisations de marketing urbain. Après Frederick Law Olmsted proposant au XIXe siècle ses parcs paysagers, après James Rousse inventant au XXe siècle ses « Festival Market Places », Richard Florida cherche, au début du XXIe siècle, à promouvoir, autour de la classe créative et de son installation en centre ville, une solution hasardeuse au développement urbain et à la compétition mondiale des villes des pays développés. Il convient dans ce propos conclusif de rappeler d'abord quelques tendances et analyses qui ont précédé les travaux de Florida, de résumer ensuite les apports de la théorie et de noter enfin que le devenir des villes contemporaines et surtout de leur organisation ne peut pas se limiter aux préconisations proposées.

#### **I – Les tendances et analyses qui précèdent ou accompagnent la théorie de Florida**

L'invention de la classe créative n'est pas le résultat d'une découverte à la manière du pommier de Newton qui éclaire soudainement une théorie. Depuis les années 1990, nombre d'auteurs, d'analyses, d'écrits ont souligné les éléments nouveaux qui marquent profondément les mutations et les aménagements urbains. L'émergence d'une classe créative n'est donc pas une révélation en soi, elle participe d'une réflexion sédimentaire où les apports multidisciplinaires sont déjà de précieux indicateurs. Nous ne retiendrons ici que quelques éléments filtrés par nos propres recherches, mais bien d'autres pourraient être convoqués dans une perspective élargie.

##### ***- L'émergence des cultures métropolitaines***

La culture occupe une place de plus en plus importante dans les politiques publiques et l'organisation des villes, au point qu'elle est jugée comme un moyen et une condition indispensables au développement territorial, et pas nécessairement ou seulement comme sa finalité (Teisserenc 1997). En parallèle à cette orientation, mais sans interaction avec elle, se déploie aussi un renouveau de l'intérêt pour la culture au sein des sciences sociales, et tout particulièrement pour l'approche culturelle en géographie (Claval 1999). Les liens entre cette approche nouvelle des phénomènes socio-spatiaux et le domaine de l'intervention en matière de développement commencent à s'enrichir mutuellement en raison des relations complexes qui se tissent entre les diverses formes et modalités de la culture et la multidimensionalité de l'espace, d'autant plus que celui-ci est à la fois vécu et projeté, lieu de vie et instrument de l'action planificatrice (Augustin, 1998, 2007, 2008).

Les changements dans l'organisation et la forme de l'action métropolitaine, comme ceux concernant l'évolution des pratiques et des équipements culturels qui lui sont liés, ne peuvent pas être saisis sans tenir compte des processus socioculturels qui innervent l'ensemble de la société contemporaine. Sans les développer plus avant, cinq d'entre eux ont souvent été soulignés : celui de la mobilité accélérée qui favorise un changement d'échelle urbaine remettant en question la distance physique comme indice de proximité sociale ; celui de la rétraction du social qui correspond au délitement de l'organisation traditionnelle au profit d'un espace de parcours entre de multiples lieux ; celui de la multiplication des moyens d'information et de communication qui agit dans l'espace social au détriment des relations personnelles directes ; celui de la remise en cause de l'intégration par le travail productif qui a longtemps été un des fondements de l'organisation urbaine ; et enfin, celui de l'individuation qui devient un principe fondateur se distinguant de l'individualisme conçu comme un repli sur soi.

Ainsi, la société holiste, qui donnait une relative cohésion aux espaces et assignait à chacun un statut et un rôle en dictant des comportements et des croyances, s'est affaiblie progressivement, laissant la place à une société d'individuation manifestant une conscience élargie d'appartenance, voire une multi-appartenance. Certains auteurs ont préféré insister sur le changement dû aux mutations technologiques pour appréhender l'émergence du fait que les processus de l'esprit, du mental, de l'information deviennent premiers par rapport à ceux de l'extraction, fabrication et transformation de la matière qui fondaient l'organisation socioculturelle précédente (Gaudin 1997, Castells 1998). Aux effets territoriaux nécessairement liés à ces mutations s'ajoutent les réflexions sur le vitalisme culturel particulièrement visible dans les métropoles..

##### ***- Le vitalisme culturel et les difficultés de la régulation***

L'expression « vitalisme culturel » a été utilisée par certains chercheurs pour expliquer des mutations touchant la sphère de la « technoculture ». Ainsi, pour André Lemos (1994), la "cyberculture" vient aujourd'hui bousculer le système technique que l'on voyait autrefois comme un système indépendant de la culture. Lemos qualifie de "vitalisme" cette insertion de la vie sociale à travers la technique. Les communautés virtuelles sont le résultat de cette union entre la culture postmoderne (éphémère, esthétique, tribale) et la technique (rationnelle). Cette sociabilité nouvelle développe un système culturel communautaire, activiste et anarchique dans lequel la liberté est l'ultime valeur.

Le champ culturel fournit maints exemples de ces systèmes communautaires entretenant des relations souvent ambivalentes avec le secteur institutionnel que ce soit du côté des friches culturelles, des groupes d'artistes RMistes, ou d'autres types de mouvements alternatifs. C'est dans cette perspective que des auteurs comme Pierre Urfalino (1996) ou Armel Huet et Guy Saez (2002) reprennent la formule du « vitalisme culturel ». G. Saez remarque ainsi, en se référant à la littérature récente qui s'est développée à ce sujet, que la production culturelle puise sa force et sa légitimité sociale, en accord avec les sensibilités contemporaines, dans le triomphe de la subjectivité, dans l'affirmation des valeurs de la vie contre celle de la raison. Cela le conduit à épuiser les comportements et le système d'équivalence généralisé qui seraient ceux d'une vision post-moderne de la culture. La généralisation d'une conception dite « anthropologique » de la culture fondée sur le primat de l'expression culturelle immédiate, la mise en avant des revendications et discours anti-institutionnels des jeunes créateurs, l'appétence du public pour des formes et des lieux non conventionnels de création et de diffusion, la circulation mondialisée des produits des industries culturelles signeraient le coup d'arrêt à la construction collective d'un « sens », d'un projet culturel. Quant aux commentateurs qui restent sur le terrain traditionnel de la production et de la distribution sociale de la culture, certains d'entre eux affirment la nocivité de « l'Etat culturel » (Fumaroli, 1992) pendant que d'autres s'en remettent au seul Etat pour « refonder » les politiques publiques (Patriat, 1998).

Dans cette perspective, il est nécessaire de s'interroger sur les effets positifs du pluralisme culturel et sur le rôle régulateur des politiques culturelles des autorités publiques comme dimension essentielle dans la sauvegarde de la démocratie et de la cohésion sociale. L'enjeu est en effet de prendre en charge la création artistique contemporaine dans son inachèvement et ses incertitudes, de l'accueillir dans ses institutions les plus légitimes et en même temps de la laisser se développer dans de nouveaux espaces de liberté. La démocratisation de l'attitude esthétique, à travers théâtre de rue, événements festifs, pratiques collectives et « amateurs », où l'émotionnel voire le fusionnel prennent le dessus sur l'appréciation « raisonnée » des formes esthétiques. Le vitalisme culturel n'est certainement pas soluble dans l'action culturelle instituée, mais il n'est pas non plus antinomique avec celle-ci, ne serait-ce que sous la forme d'antidote ou d'alternative stimulante aux formes d'action les plus traditionnelles. Une autre entrée théorique peut être recherchée du côté des *Cultural Studies* qui, en privilégiant l'approche anthropologique de la culture et le relativisme des formes d'expression culturelle, vient appuyer la démarche vitaliste.

#### **- Les « Cultural Studies », l'approche culturaliste et le tournant de la géographie économique**

Pour les tenants des *Cultural Studies*, des pratiques spontanées existent en dehors des circuits institutionnels. Leur droit à l'existence ne saurait être contesté et surtout pas par des institutions officielles toujours à la recherche de modalités d'expertise, de classement, de hiérarchisation des valeurs pouvant fonder une « politique culturelle » spécifique. La mise en évidence de la diversité de ces pratiques, dans une perspective relativiste, a été encouragée par les principaux responsables de la politique culturelle en France, à commencer par l'ancien ministre Jack Lang. Mais il s'agissait plus d'élargir l'offre culturelle à de nouveaux entrants et de bousculer certaines positions établies que de décréter une équivalence généralisée de toutes les propositions artistiques et culturelles. Si les approches culturalistes ont favorisé la prise en considération des dimensions anthropologiques de la culture dans les politiques publiques, elles ont aussi contribué à « désencastrier » les questions culturelles des autres dimensions de la vie sociale, contribuant, par là même, à les autonomiser. Un spécialiste de la géographie sociale a critiqué cette approche de façon pertinente. Pour Guy Di Méo (1998), il s'agit de clarifier les rapports entre la géographie dite « culturelle » et la « géographie sociale ». Dans *La géographie en fêtes* (2001), l'auteur n'hésite pas à pourfendre ce qu'il considère comme une sorte de révisionnisme culturaliste qui tendrait à interpréter les faits culturels de société comme résultant d'un ordre immuable et intemporel ou – variante pernicieuse – évoluant de manière purement aléatoire. Sans engager une polémique personnelle contre les « déviationnistes », l'auteur plaide pour une nouvelle géographie cognitive qui n'inverse pas les rôles du culturel et du social et qui se donne pour règle d'or de « *ne jamais isoler un fait culturel des enjeux et des rapports sociaux, des positions sociales et bien sûr des espaces géographiques actifs qui le sous-tendent* ».

La géographie économique, de son côté, s'est attachée à partir des années 1990 à une redéfinition de l'économie et à son articulation avec le culturel. La revue *Géographie et culture* a consacré un numéro spécial à ce thème où il est rappelé (Guéneau de Lamarlière, 2004) que la géographie des années 1950 avait, sous la forme de l'analyse spatiale, influencé l'ensemble de la géographie humaine, mais que la relation s'est inversée puisque la géographie économique porte crédit aux différents courants culturels qui ont touché la discipline. En évoquant un tournant de la géographie économique, on souligne le passage d'une science de l'espace à une science des lieux (pour les anglophones) ou du territoire (pour les francophones). L'analyse spatiale était centrée sur l'espace souvent perçu comme abstrait, homogène et continu afin d'être traité géométriquement et modélisé. Les flux, les interactions spatiales intégrant le coût des transports et les localisations optimales des activités étaient valorisées afin de rechercher un ordre géographique et des lois générales. Ce qui caractérise les nouvelles approches géographiques, c'est la prise en compte des lieux spécifiques selon des échelles variées (un quartier financier, un district industriel ou culturel, une région, un pays...). L'espace est alors marqué par sa concrétude et sa singularité ; ces attributs permettent de saisir les liens entre le culturel, dimension essentielle de la spécificité des lieux, et les pratiques et représentations qui le construisent.

#### **- Le nouvel esprit du capitalisme**

Une autre explication est à rechercher du côté des théories de la justification avec l'analyse proposée en 1999 par L. Boltanski et E. Chiapello dans leur ouvrage *Le nouvel esprit du capitalisme*. Pour ces deux auteurs, la crise économique suscite des phénomènes nouveaux, telle l'exclusion, et révèle une dégradation sans précédent d'éléments des conditions de vie que l'on jugeait acquises depuis des années de prospérité. Mais il existe une autre crise, plus profonde, celle de la critique du capitalisme, trop souvent attachée à des schémas d'analyse qui conduisent nombre de protestataires à se replier sur la défense des acquis du secteur public, alors que la crise frappe prioritairement le secteur privé. Ce nouvel esprit du capitalisme, ils en tracent les contours à partir d'une analyse inédite de l'ensemble des textes de management qui, durant des années, ont nourri la pensée du patronat, irrigué les nouveaux modes d'organisation industrielle : c'est dans ces années que le capitalisme

renonce majoritairement au principe fordiste de l'organisation hiérarchique du travail pour développer un autre capitalisme : celui des cercles de qualités, des centres de profit, des travailleurs indépendants. Cette transformation n'a pu s'effectuer que grâce à la formidable récupération, par le capitalisme, de la « critique artiste », celle qui, après mai 68, n'eut de cesse de dénoncer l'aliénation de la vie quotidienne par le capital militarisé dans son organisation. Mais cette récupération a tué la « critique artiste » elle-même, alors que, dans le même temps, la « critique sociale » manquait le tournant du nouvel esprit du capitalisme et demeurait rivée aux vieux schémas de l'organisation hiérarchisée et encadrée.

C'est à une relance conjointe des deux critiques possibles du capitalisme qu'invite leur ouvrage. Si le vitalisme culturel, au sens évoqué ci-dessus, est de nature à pouvoir être aisément récupéré par les instances sociales dominantes, il en va différemment avec la perspective de renouveau de la critique artiste que leur livre suggère : la limitation de la sphère marchande semble en effet peu compatible avec les orientations actuelles de politiques culturelles cherchant dans le secteur privé aussi bien un complément de ressources financières qu'un nouvel élan créateur.

Au total, L. Boltanski et E. Chiapello développent une thématique susceptible de rassembler aussi bien les tenants de l'action culturelle instituée que les « spontanéistes » en proposant une deuxième piste de renouveau de la critique artiste : la sécurité comme facteur de libération. Pour les auteurs, la libération dans un monde connexionniste, parce qu'elle est étroitement liée à la mobilité incessante (à l'intérieur du réseau, dans le passage d'un projet à un autre), est paradoxalement porteuse d'anomie. On peut douter de la capacité de la cité par projet à fonder un monde vivable dans lequel la mobilité serait la condition libératoire. La libération passe au contraire, selon les auteurs, par un accroissement de la sécurité, tout comme cela fut le cas lors des époques précédentes du capitalisme. Il s'agit de chercher tous les moyens qui ralentissent cette mobilité pour réduire à la fois l'exploitation et l'inauthenticité.

### ***Les mutations du travail productif et la précarisation des emplois***

Une autre entrée prolongeant celle du nouvel esprit du capitalisme a trait à l'évolution du travail. Pour le dire vite, nombre d'auteurs démontrent que le travail productif tel que nous le connaissons a vocation à disparaître. Après la révolution de la vapeur, de l'acier et du textile a succédé celle de l'électricité, de l'automobile et du pétrole, la troisième révolution en cours est celle de la société informationnelle. Cette révolution du travail est analysée depuis plusieurs décennies par des observateurs américains et européens : les progrès techniques et surtout informatiques ont permis l'augmentation de la productivité tout en diminuant les emplois productifs, favorisé la diversification de la main d'œuvre dans le tertiaire. Mais comme le note Jérémy Rifkin (1995), jamais l'économie occidentale ne créera assez d'emplois pour équilibrer la réduction des emplois productifs, et Dominique Méda (1995) affirme même que ce type de travail est en voie de disparition.

La tendance forte est celle d'une précarisation des emplois. Les travaux de P.-M. Menger concernant la métamorphose du travail et notamment la valorisation du travail artistique dont les capacités d'imagination, de singularité et d'implication personnelle pourraient être transposées dans d'autres activités productrices. L'auteur souligne que les nouveaux emplois artistiques se caractérisent par des revenus incertains, fluctuant où se succèdent des phases d'abondance et de précarité. Cette flexibilité du travail serait plus facilement acceptée par des individus qui choisissent un style de vie épanouissant leur laissant une large marge d'initiative. Mais comment admettre sans débats que le travailleur flexible et précaire, soutenu par l'idéologie d'une classe ou d'une économie créative, remplace le salarié traditionnel ?

Cette précarisation des emplois touche notamment les professions intellectuelles. Anne et Marine Rambach (2001, 2009) analysent l'univers des nouveaux prolétaires des milieux culturels en France. Ces deux trentenaires gays que Florida pourrait comptabiliser dans son « indice gay » et qui ne sont pas dépourvus de talents témoignent de la dégradation de la situation de toute une génération. Elles s'insurgent contre l'offensive libérale concernant le monde de la culture, du savoir et de l'information dont la « modernisation » passerait par la paupérisation de ceux qui l'animent et leur mise sous tutelle directe ou indirecte. Pour elles, les causes sont multiples, elles notent l'inadéquation de nombreuses formations au regard des offres d'emplois, la tendance à l'externalisation des services, des groupes de l'édition, de l'information et de la culture, mais aussi le rôle de l'Etat et de ses services décentralisés qui s'offrent une main d'œuvre flexible à petit contrat.

C'est sur ces données générales débouchant sur une soi-disant société sans classe, sans emploi fixe, sans culture dominante que Florida évoque l'émergence (paradoxe ?) d'une classe créative regroupant ceux qui ont du talent, de la technique et de la tolérance.

## **II – Quels seraient les apports de la classe créative ?**

Dans cette diversité des approches, des questions et des débats concernant l'évolution des métropoles occidentales et notamment la tertiarisation culturelle des activités et des emplois, qu'y-a-t-il de nouveau dans les apports de la classe créative ? Il ne s'agit pas ici de reprendre les arguments des auteurs mis en débat dans cet ouvrage, mais de rappeler le contexte, les fondements et les préconisations proposés par Richard Florida.

### ***Le contexte***

Au-delà des éléments contextuels présentés dans une perspective française, bien d'autres thèses anglo-saxonnes peuvent être mobilisées pour évoquer l'émergence de la construction de Florida. Beaucoup l'ont été dans les articles de cet ouvrage mettant en débat les propos de l'auteur. Rappelons brièvement quelques apports incontournables et d'abord les ouvrages de Jane Jacobs (1961, 1992) qui proposent une rupture dans l'organisation des villes. L'auteur s'est insurgé contre les théories modernes coupables de la mort des centres, du zonage et de l'étalement urbain, et a contribué à un renversement doctrinal de l'urbanisme fonctionnaliste en valorisant l'aspect culturel des villes ; J. Jacobs serait une des premières à aborder l'idée de ville créatrice en soulignant le rôle de l'innovation, de l'improvisation et de la diversité ethnique comme ingrédients de la dynamique et de la vitalité urbaine. D'autres comme Landry (2000) énumèrent, après J. Jacobs, les facteurs contribuant à l'émergence d'une ville innovante et créative. Bien d'autres encore présentés dans cet ouvrage par T. Pilaty et D.G. Tremblay peuvent être appelés pour mettre en contexte les fondements de la classe créative.

### ***Les fondements de la théorie de la classe créative peuvent se résumer en trois points :***

- L'émergence d'une classe créative qui résulterait de l'évolution et de la restructuration du capitalisme contemporain. Les mutations dans l'organisation du travail sont liées au passage d'une société industrielle à une société postindustrielle entraînant des changements profonds dans le monde social et l'aménagement urbain. Cette classe rassemblerait deux groupes de travailleurs créatifs avec d'une part, les catégories qui sont censées proposer des innovations technologiques (les scientifiques, les chercheurs, les artistes mais aussi les urbanistes, les architectes, les aménageurs...) rassemblés dans le groupe « the Super Creative core », et d'autre part, les catégories qui favoriseraient la réalisation et la mise en œuvre de ces innovations dans le domaine du droit, de la finance, de la médecine et plus généralement des politiques publiques qui sont regroupées dans le groupe « the Créative Professionnels ».
- Cette classe créative ne fonctionne qu'en synergie, en coprésence et l'auteur propose un indice statistique (creative index) pour mesurer les effets d'entraînements à partir de quatre facteurs, les emplois liés à la classe, l'innovation à partir du nombre de brevets déposés, le repérage des entreprises de haute technologie et la diversité socioculturelle de quelques groupes et notamment des homosexuels, des étrangers et des artistes. L'alliance des trois T : tolérance, talent et technologie permettrait d'expliquer le dynamisme des villes nord-américaines avec l'exemple de San-Francisco et de Seattle.
- La prise en compte de l'émergence de cette nouvelle classe créative et la proposition d'indices statistiques soulignant les synergies et les capacités innovatrices des groupes permettraient le classement des villes selon une hiérarchie soulignant celles qui seraient les plus créatives, les plus bohèmes ou les plus « High Tech ».

### ***Les préconisations***

Ces fondements établis et considérés comme pratiquement incontournables, l'auteur propose des prescriptions et offre ses services au prix fort à toutes les villes qui veulent être gagnantes dans le jeu de la concurrence mondiale. On est là dans une praxéologie, une tension entre théorie et pratique, qui amène l'auteur à préconiser des outils, une sorte de kit clé en main, qui devraient permettre aux acteurs des politiques publiques de s'engager dans des perspectives opératoires pour gagner la course à l'excellence urbaine. Ces préconisations peuvent là encore être résumées en trois points :

- mettre tout en œuvre pour favoriser l'installation de cette classe créative par des politiques publiques répondant à ses attentes et à ses goûts car cette classe va permettre le développement et la croissance des villes
- favoriser l'ancrage territorial des entreprises créatives par des politiques de régénérations urbaines notamment dans certains secteurs des centres villes susceptibles de devenir des pôles de croissance autour desquels les catégories d'acteurs de la classe créative trouveront des modes de vie répondant à leurs désirs
- l'installation de la classe et des entreprises créatives entraînera des synergies et ces secteurs urbains seront le creuset où de nouveaux réseaux professionnels s'implanteront avec une main d'œuvre variée, mobile et flexible bien adaptée aux besoins changeants des entreprises innovantes.

L'auteur rejoint ici les analyses concernant les systèmes productifs locaux, ou clusters, qui remettent en cause les théories d'a-territorialités des activités. Autrement dit, les villes doivent se concurrencer pour attirer les talents et celles qui seront à même de proposer des cités créatives sont les seules qui auront de l'avenir ; pour cela les acteurs, les entrepreneurs des politiques publiques doivent développer des interactions, des échanges de savoirs pour faire émerger des grappes industrialo-culturelles organisées en clusters novateurs.

### **III Le devenir des villes contemporaines peut-il se limiter à ces apports ?**

La thèse de Florida questionne et, au-delà d'arguments présentés dans les diverses contributions de cet ouvrage, on a souligné que sur certains points elle prend en compte des éléments tendancielles des évolutions urbaines et sociétales. Mais peut-on pour autant affirmer avec une telle assurance et peu d'analyses contextuelles véritablement démonstratives des résultats attendus ? Nous voudrions, en terminant cette réflexion conclusive, souligner d'abord que le rôle et la place de la culture et de la création dans les villes ne peuvent que s'accroître, mais ce n'est pas pour autant que la valorisation de certains talents aura des effets positifs pour le développement global des villes.

#### ***L'embellie culturelle des villes occidentales***

Sur le premier point, on peut admettre que les tendances actuelles participent à une embellie culturelle des villes et à leur décloisonnement. Les équipements, les services, les créations et les acteurs culturels s'inscrivent dans un jeu complexe d'offres et de demandes, qui, selon Antoine Haumont (1996), se situe à l'interférence de trois sphères : celle de l'offre publique (dominante dans le modèle français) qui cherche à promouvoir le développement culturel et la valorisation différenciée des pratiques ; celle de l'offre privée qui détecte de nouveaux marchés et développe ses entreprises dans les secteurs jugés les plus rentables ; et celle des individus qui mesurent mieux qu'hier l'intérêt à s'engager dans des stratégies de participation culturelle. C'est en jouant sur ces sphères que l'action culturelle laisse apparaître deux grandes tendances, l'une résultant des efforts des acteurs locaux pour assurer la dynamique urbaine et le mélange social, l'autre liée à la compétition qu'ils mènent pour valoriser l'image des villes. Or, cette action se joue sur fond d'ajustement conceptuel aux variations culturelles dont on commence mieux à prendre la mesure aujourd'hui.

Si l'on convient que les questions posées par les agencements culturels, par l'évolution des pratiques et des lieux ne peuvent être réduites à une approche fondée sur la simple description des transformations territoriales (les cadres de vie) ou sur l'homologie entre structures de classes et activités (les styles de vie), un vaste chantier de recherches est ouvert aux disciplines valorisant les dynamiques socio-spatiales. La géographie et l'aménagement peuvent ainsi apporter leur contribution. Si les données économiques, démographiques, sociologiques et anthropologiques enrichissent les analyses, il n'en reste pas moins que les cultures participent à la territorialisation de l'espace et à la qualification des lieux et que l'étude de ces interactions s'impose, notamment dans les espaces publics.

Il est clair aussi que, dans cette approche, la culture doit être comprise dans un sens large dépassant l'acception traditionnelle, qui procède de contenus et reste, dans son sens classique, tournée vers les arts et les lettres. Elle est davantage une manière d'être, de se comporter, de s'informer, c'est-à-dire qu'elle est plus liée au mouvement et au dessein qu'au contenu lui-même. Saisie dans sa diversité et sa variabilité, la création culturelle a nécessairement un ancrage dans le vécu et dans l'initiative individuelle. Il faut donc se garder de se placer exclusivement sous l'angle de la réception passive, par l'individu, de produits élaborés par d'autres, afin d'être attentif à la part active du sujet qui cherche non seulement à s'adapter mais aussi à faire sens de sa vie ou de ses activités. En cela, la culture est création, et c'est cette part de réflexivité et de créativité, exercées en rapport avec l'environnement, qu'il faut essayer de saisir et de souligner dans les analyses géographiques (Berdoulay et Entrikin 1998). C'est d'ailleurs sur elle que repose, au fond, tout projet de développement démocratique (Berdoulay et Morales 1999).

### ***Le risque des solutions miraculeuses***

Sur le deuxième point, la classe créative présentée par Florida est loin d'apparaître comme une solution miraculeuse du développement urbain et on peut douter de la capacité de ses membres, perçus comme des magiciens, à résoudre, ou atténuer par ricochets, les problèmes d'une crise profonde des grandes villes. On aurait tendance à penser que le risque est au contraire, si cette classe s'organise dans les espaces privilégiés du tertiaire, que ne se creuse l'écart entre les secteurs prestigieux de la ville et la dérive menaçante des périphéries et des banlieues. Il est désormais urgent d'éviter l'accentuation de cette dualisation entre des secteurs survalorisés susceptibles d'attirer une classe particulière et des pans entiers des territoires urbains. Bien sûr, les plus optimistes peuvent toujours penser que la réussite des premiers pourraient rejaillir sur les seconds, mais cette vision hypothétique ne se réalisera que si une attention particulière, une valorisation différenciée, leur est aussi proposée et si les grappes culturelles qui y sont déjà en prises y sont renforcées. Autrement dit, si la ville doit être perçue comme une machine « destinée à maximaliser l'interaction sociale » (Claval, 1981) ou comme une organisation « rendement social croissant » (Lévy, 1996) elle doit permettre d'offrir à chacun le maximum de services, de se libérer des tutelles et des liens d'enfermement qu'imposent d'autres organisations. L'accessibilité à un maximum de possibles, l'affranchissement des contraintes, le désenclavement des lieux d'enracinement sont au centre de l'urbanité qui reste un idéal encore trop éloigné des réalités urbaines. C'est ce projet qui doit servir d'objectif à l'aménagement des villes et de moteur à l'action collective.

Les effets de métropolisation, ce mouvement accusé de concentration urbaine qui débute dans les années 1950, ont aggravé l'étalement des villes et amené à considérer leur classement en fonction d'un gradient d'urbanité. Certains parlent de métapoles (Ascher, 1995) pour souligner l'élargissement urbain et la dépendance d'espaces profondément hétérogènes et pas nécessairement contigus intégrés dans le fonctionnement quotidien d'une métropole. D'autres considèrent que l'ère de la « troisième ville » (Mongin, 1995) faisant suite à celle des périodes préindustrielle et industrielle a commencé et qu'il faut s'attacher à la construire. Cette troisième ville dite postindustrielle, postfordiste ou postmoderne selon les expressions utilisées, a beaucoup à réinventer et notamment la capacité à réutiliser ce qui l'a précédée. Elle doit aussi recréer l'espace en portant attention aux « creux » autant qu'aux « pleins » et en favorisant les lieux publics, non seulement dans les zones centrales, mais aussi le long des cheminements urbains qui se multiplient entre les centres secondaires. Le pilotage par les normes n'est plus suffisant pour répondre aux demandes, et l'organisation hiérarchique opposant les équipements centraux de prestige à ceux de la périphérie se défait sous la pression des usagers et des collectivités locales. C'est la fin du zonage culturel et l'ouverture de réseaux mieux adaptés à la diversité sociale. Ces réseaux participent à la production de la ville, à son désenclavement et tendent à généraliser l'urbanité à l'ensemble de l'agglomération. Au total, le devenir des villes contemporaines et surtout leur organisation ne peuvent se limiter à la valorisation d'une classe créative, à la seule création de grappes industrialo-culturelles dans les centres ou péri-centres, mais doit prendre en compte l'aménagement global de la cité.

*Note : nous tenons à remercier Alain Lefebvre pour ses apports dans la première partie de cet article.*

### **Bibliographie**

- Agnew J., Merer J., Sopher D. eds, (1984) *The City in Cultural Context*, Boston, Allen and Unwin
- Ascher, F. (1995) *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob
- Ascher, F. et Godard, F. (1999) Vers une troisième solidarité, *Esprit*, novembre, p.168-189
- Augustin, J.-P. et D. Latouche, dir. (1998) *Lieux culturels et contextes de villes*, Pessac, MSHA
- Augustin, J.-P. (2008) Bordeaux, la promotion symbolique de la ville par la culture, in *L'Observatoire, revue des politiques culturelles*, 24, p.31-35
- Augustin, J.-P. et A. Lefebvre, dir. (2004) *Perspectives territoriales pour la culture*, Pessac, MSHA
- Augustin, J.-P., dir. (2007) *Sites publics, Lieux communs*, Pessac, MSHA
- Berdoulay, V. et Morales, M. (1999) Espace public et culture : stratégies barcelonaises, in *Géographie et cultures*, 29, p.25-42
- Berdoulay V. et Entrikin J.-N. (1998) "Lieu et sujet. Perspectives théoriques", *L'Espace géographique*, 2, p. 75-89.
- Boltansky, L et Chiapello, E. (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard
- Brown L. (1981) *Innovation diffusion. A new perspective*, Londres, Methuen.
- Castells M. (1998) *L'ère de l'information*, tome 1, *La société en réseaux*, Paris, Fayard.
- Claval, P. (1981) *La logique des villes*, Paris, Litec
- Claval, P. (1999) "Qu'apporte l'approche culturelle à la géographie?", *Géographie et cultures*, 31, p. 5-24.
- Di Méo G. (1998) *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- Di Méo G., dir. (2001), *La géographie en fêtes*, Gap, Ophrys, 270p.
- Donnat O. (1994) *Les Français face à la culture. De l'exclusion à l'éclectisme*, Paris, La Découverte.
- Donnat O. (2003) *Regards croisés sur les pratiques culturelles*, Paris, La Documentation Française.

- Featherstone, M. (1991) *Consumer Culture and postmodernism*, London, Sage
- Florida, R. (2004) *Cities and the Creative Class*, New York, Routledge
- Florida, R. (2005) *The Flight of the Creative Class. The New Global Competition for Talent*, New York, Harper Business
- Fumaroli, M. (1992) *L'Etat culturel, essai sur une religion moderne*, Paris, éd. De Fallois
- Gaudin T. (1997) "Un nouveau système technique", *La Tribune Fonda*, 125, p. 37-43.
- Grang M. (1998) *Cultural Geography*, Londres, Routledge
- Guéneau de Lamarlière I. (2004) L'espace et le lieu dans la géographie économique culturelle, in *Géographie et culture*, 49, p.3-22
- Haumont A. (1996) "L'équipement culturel des villes", *Annales de la Recherche urbaine*, 70, p. 148-153.
- Huet A. et Saez G. dir. (2002) *Le règne des loisirs*, Paris, DATAR et éditions de l'aube
- Jacobs, J. (1961) *The death and life of great American Cities*, Random House USA Inc.
- Jacobs, J. (1992) *Les villes et la richesse des nations*, Montréal, Les éditions du Boréal
- Landry, C. (2000) *The Creative City, a toolkin for urban innovation*, London, Earthscan
- Lefebvre A. et Bourre R. (2000) La médiation culturelle du territoire, in *Sud-Ouest Européen*, n°8, p.49-56
- Lemos, A. (1994) Les communautés virtuelles, *Société*, 45, p.233-261
- Lévy, J. (1996) La ville, concept géographique, objet politique, in *Le Débat*, 92, p.111-125
- Lucchini F. (2002) *La culture au service des villes*, Paris, Anthropos
- Méda, D. (1995) *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion
- Menger, P.-M. (2002) *Portrait de l'artiste en travailleur. Métamorphose du capitalisme*, Paris, Seuil
- Mongin, O. (1995) *Vers la troisième ville*, Paris, Hachette
- Patriat, C. (1998) *La culture, un besoin d'Etat*, Paris, Hachette
- Rambach, A. et Rambach, M. (2001) *Les intellos précaires*, Paris, Fayard
- Rambach, A. et Rambach, M. (2009) *Les nouveaux intellos précaires*, Paris, Stock
- Rifkin, J. (1996) *La fin du travail*, Paris, La Découverte
- Teisserenc, P. (1997) "Le développement par la culture", *L'Homme et la Société*, 125, p. 107-121.
- Urfalino, P. (1996) *L'invention de la politique culturelle*, Paris, La Documentation française